

Le 22 mars 2018

Remarques d'EdEn dans le cadre de la consultation publique relative à la prise en compte de l'autoconsommation dans la structure du TURPE

Question 1 : Avez-vous des remarques sur les principes et critères retenus par la CRE pour la construction des tarifs de réseau ?

Parmi les critères à retenir pour l'élaboration de la structure tarifaire, EdEn souhaite insister sur la nécessité de refléter fidèlement dans les tarifs la réalité des coûts futurs. Cette préoccupation est mentionnée à propos du principe de non-discrimination mais l'enjeu va bien au-delà puisqu'il s'agit d'une condition essentielle de l'efficacité économique. Des tarifs peuvent être non discriminatoires mais être économiquement inefficaces.

Ceci pose le problème de la prise en compte de l'horizon temporel. La CRE a adopté avec Turpe 5 une méthode qui ne permet pas de prendre en compte un facteur futur important dès lors que les analyses de coût ne le font pas apparaître aujourd'hui. Ce raisonnement trouve ses limites vis-à-vis d'une question telle que l'autoconsommation, qui est aujourd'hui un phénomène marginal, mais qui est appelé à se développer probablement fortement. Plus généralement cela pose la question de la question d'un signal prix qui accompagne, ou non, la transition énergétique. La CRE ne devrait pas se contenter d'une stratégie de suivi et de correction de trajectoire mais adopter une stratégie de pilotage anticipant les évolutions.

Ainsi est-il clair que la puissance souscrite, caractéristique de la valeur assurancielle attendue du réseau par le client, venant en appui de l'autoconsommation, deviendra un facteur essentiel. Ne pas la prendre suffisamment en compte, sous prétexte que ce facteur n'apparaît pas aujourd'hui dans les analyses, risque d'induire des comportements – souvent qualifiés de comportements de « passagers clandestins » – qui chercheront à tirer profit d'une tarification insuffisante de la puissance garantie fournie par le réseau, comportements qu'il faudra tôt ou tard infléchir par des adaptations tarifaires qu'il aurait été possible d'anticiper.

Question 2 : Etes-vous favorable au maintien en l'état des composantes de soutirage payées par les autoconsommateurs individuels ? Si non, quelles modifications devraient être apportées ?

La solution adoptée ne devrait constituer qu'une solution provisoire dans l'attente d'une étude plus approfondie sur les services fournis par le réseau aux autoconsommateurs individuels, notamment en terme de puissance garantie. Les kWh autoconsommés se trouvant exonérés de charge réseau, de CSPE et aussi de TVA, les investissements pouvant bénéficier d'aides spécifiques, le régime de l'autoconsommation constitue un avantage fiscal qui doit rester proportionné à l'intérêt économique de l'autoconsommation. Il est à craindre que des investissements se développent pour profiter de cet avantage dans des conditions où la sécurité des installations ne serait pas nécessairement assurée, notamment vis-à-vis du risque d'incendie.

Nous pensons que le bénéfice du régime de l'autoconsommation devrait s'accompagner d'un renforcement des incitations au respect de l'obligation de déclaration, ouvrant la possibilité d'une



surveillance de la sécurité des installations. Par ailleurs, l'affirmation à laquelle nous adhérons, :
« *Quel que soit l'usage et le type d'utilisation du réseau, une baisse de consommation aux heures critiques doit se traduire par une baisse de facture proportionnée, et une hausse de consommation à ces heures par une hausse de facture* », devrait conduire à donner un poids beaucoup plus important à la puissance souscrite, seul moyen de refléter correctement la réalité des coûts et d'éviter de dispenser les autoconsommateurs d'une partie des charges de réseau qui leur incombent, aux dépens des autres consommateurs, et ce en violation du principe de non-discrimination énoncé au chapitre 1.1. Le rééquilibrage devrait conduire à accroître la part fixe fonction de la puissance souscrite avec, en contrepartie, une réduction des prix d'acheminement lié à l'énergie en été.

Question 3 : Quels devraient être selon vous les chantiers prioritaires en vue du TURPE 6, afin de maintenir la capacité du TURPE à refléter les coûts générés par l'ensemble des utilisateurs ?

Notre réponse à la question 2 répond également à cette question.

Question 5 : Etes-vous favorable aux composantes de soutirage proposées par la CRE pour les consommateurs situés en aval d'un même poste HTA/BT et participant à des opérations d'autoconsommation collective ?

La création de ces composantes par la CRE va dans le sens d'un reflet des coûts futurs. Néanmoins, par la méthode retenue, elle crée une discrimination forte entre les régimes applicables aux autoconsommateurs individuels, d'une part, et aux autoconsommateurs collectifs, d'autre part.

Plutôt que d'instaurer un système hybride fondé sur les kWh qui risque de se révéler être une impasse, faute de justification économique rationnelle, la solution à appliquer devrait prendre en compte de façon beaucoup plus significative le rôle central de la personne morale et la puissance souscrite, pour les mêmes raisons de fond que celles évoquées à propos de l'autoconsommation individuelle.

Question 7 : Etes-vous favorable aux modalités de prise en compte de l'autoconsommation individuelle et collective dans les TRV envisagées par la CRE ?

Les dispositions envisagées créent une différence de traitement importante entre le TURPE applicable aux autoconsommateurs individuels et celui applicable aux autoconsommateurs collectifs. Cette différence de traitement ne paraît pas justifiée. Elle renchérit artificiellement le coût au kilowattheure de l'énergie de complément. Il est souhaitable de mettre à l'étude la recherche d'une solution évitant cette discontinuité. Comme déjà indiqué, cette solution devrait être recherchée dans la direction d'une facturation à la personne morale et d'une meilleure prise en compte de la puissance souscrite.